



ACADÉMIE DE RENNES

Liberté
Égalité
Fraternité

Rennes, le 12 novembre 2025

La Rectrice
aux
personnels de l'académie

DRAT1

Bureau des retraites
retraites@ac-rennes.fr

96 rue d'Antrain - CS 10503
35705 RENNES Cedex 7

Objet : Demande de retraite (dont la retraite progressive) – année scolaire 2025-2026

Personnels concernés : fonctionnaires titulaires

- Personnels enseignants du 1^{er} degré,
- Personnels enseignants et d'éducation du 2nd degré, psychologues de l'Education Nationale,
- Personnels de direction et d'inspection,
- Personnels administratifs, sociaux, de santé,
- Personnels techniques de recherche et de formation des services académiques et des EPLE,
- Personnels adjoints techniques des EPLE (ATEE) détachés auprès d'une collectivité territoriale,
- Personnels techniques et pédagogiques (PTP), personnels d'inspection de la jeunesse et des sports (IJS).

Les personnels affectés dans l'enseignement supérieur ne sont pas concernés par cette circulaire. Ils doivent contacter le pôle mutualisé des retraites¹.

Cette circulaire a pour objet de rappeler les modalités de départ en retraite et en retraite progressive.

LA RETRAITE

1) QUAND FAIRE SA DEMANDE DE RETRAITE ?

Afin d'éviter de vous retrouver sans rémunération entre votre dernier salaire et votre première pension de retraite, mais aussi afin de permettre aux services académiques de prendre en compte la future vacance du poste que vous occupez dans le cadre de la préparation de la rentrée suivante, je vous invite à formuler votre demande de retraite **entre 6 mois et 10 mois avant le départ**.

2) PREPARATION DE VOS PIECES JUSTIFICATIVES

Avant de commencer toute démarche, je vous conseille de consulter la liste des pièces nécessaires sur le site retraites de l'Etat à l'adresse suivante :

<https://retraitesdeletat.gouv.fr/files/files/Actif/pieces-justificatives-epr11enligne.pdf>

3) DEMANDE DE RETRAITE EN LIGNE

Votre demande de retraite doit être effectuée en ligne².

► **Si** vous n'avez cotisé qu'au régime des pensions civiles et militaires de retraite de l'Etat (carrière de fonctionnaire de l'Etat exclusivement), vous devez faire votre demande de retraite dans l'espace numérique sécurisé des agents publics de l'Etat (ENSAP) à l'adresse suivante : <https://ensap.gouv.fr/web/accueilnonconnecte>

► **Si** vous avez cotisé à au moins un autre régime de retraite que celui de la fonction publique d'Etat, vous devez faire votre demande de retraite sur le site info-retraite à l'adresse suivante : <https://www.info-retraite.fr/portail-info/home.html> puis dans **l'ENSAP** pour votre retraite de la fonction publique.

ATTENTION : La demande de retraite dans info-retraite au titre du régime général, ou au titre d'autres régimes spéciaux de retraite en dehors de la fonction publique, doit être complétée par une **demande de retraite dans l'ENSAP, étape obligatoire pour tous les fonctionnaires**.

En cas d'**annulation de votre demande de départ en retraite** (après avoir accompli toutes les démarches en ligne), vous veillerez à solliciter cette annulation auprès de votre employeur (bureau des retraites, DRAT1) et, le cas échéant, auprès de l'autre/des autres caisse(s) de retraite (CARSAT, au titre du régime général, par exemple).

¹ adresse mail du pôle mutualisé des retraites pour l'enseignement supérieur : retraites@univ-rennes.fr

² à titre dérogatoire, la demande de retraite au titre de l'invalidité est à faire par écrit ([formulaire](#))

► VOTRE DEMANDE DE RETRAITE SUR ensap.gouv.fr

Avant de commencer votre démarche, vérifiez bien les données de carrière et personnelles inscrites dans votre compte individuel retraite (CIR) dans votre espace sécurisé sur ensap.gouv.fr.

Cliquez sur "Préparer ma retraite", dans le menu à gauche de votre écran.

Si vous constatez des anomalies ou si des périodes sont manquantes vous devez faire une demande de correction. Cette demande peut être faite directement à partir de votre espace ENSAP en cliquant sur "Modifier mes informations".

Vérifiez également dans votre profil si vous avez bien enregistré une adresse mail personnelle accessible après votre départ.

Vous pouvez ensuite commencer votre démarche de demande de départ à la retraite.

Votre démarche simplifiée en 6 étapes - vidéo explicative à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/watch?v=0FGhcddww0>

Dans le menu à gauche de votre écran cliquez sur "Demander ma retraite".

- **Etape 1 - Préparation** : lisez attentivement les informations utiles à votre démarche ;
- **Etape 2 - Situation** : complétez votre situation administrative (grade de départ, adresse) ;
- **Etape 3 - Départ** : indiquez votre date et motif de départ ;
- **Etape 4 - Pièces justificatives** : téléchargez les pièces justificatives demandées ;
- **Etape 5 - Récapitulatif** : vérifiez les éléments récapitulés de votre demande ;
- **Etape 6 - Finalisation** : envoyez votre demande.

► DATE DU DEPART EN RETRAITE

Le départ en retraite s'effectue

- à partir de la date d'ouverture du droit au départ (DOD), selon l'année de naissance (détail ci-dessous),
- ou
- à titre dérogatoire, de manière anticipée, avant cette DOD.

Vous veillerez à saisir comme date de **départ en retraite un 1^{er} jour du mois**. Ceci, comme indiqué ci-dessus, afin de percevoir un dernier salaire d'activité pour un mois entier.

Par exception, il pourra s'agir d'un départ en cours de mois dans la seule hypothèse d'une retraite pour invalidité ou pour atteinte de la limite d'âge.

► DEMANDE DE RADIATION DES CADRES

A réception de votre demande de radiation des cadres, le bureau DRAT1 procèdera à la vérification de votre compte individuel de retraite ainsi qu'à la saisie des données complémentaires relatives à votre fin de carrière.

L'administration disposera ensuite d'un délai de deux mois pour la signature de votre arrêté de retraite [délai allongé en cas de demande de retraite anticipée soumise à l'accord du service des retraites de l'Etat (SRE)].

Le **SRE** deviendra alors votre **unique interlocuteur** pour toute question relative à votre future **pension** (notamment s'agissant du montant de cette pension). Vous pourrez ainsi, comme c'est déjà le cas, [contacter ce service](#) :

► par téléphone

T : 02 40 08 87 65 - *service gratuit + prix d'un appel (08h30 à 17h00)*

ou

► par la messagerie sécurisée de l'ensap³

Dans l'hypothèse d'une demande de report de la date de départ arrêtée initialement, voire d'annulation, vous veillerez à en informer les autres régimes de retraite auxquels vous avez, le cas échéant, cotisé.

► MOTIF DU DEPART EN RETRAITE

Vous apporterez une attention particulière à la saisie de votre motif de départ en retraite, qui interviendra soit à l'âge légal, soit de manière anticipée

➔ DEPART EN RETRAITE A L'AGE LEGAL (POUR ANCIENNETE D'AGE ET DE SERVICES)

Conditions

- avoir accompli au moins 2 années de services civils ou militaires effectifs,

³ informations sur la messagerie sécurisée de l'ensap à l'adresse suivante https://retraitesdeletat.gouv.fr/files/files/Actif/ENSAP_MESSAGERIE_SECURISEE.pdf

- avoir atteint l'âge légal requis en fonction de sa date de naissance.

Âge légal de départ en retraite pour les personnels relevant de la **catégorie sédentaire**

Année de naissance	Age légal de départ à la retraite
Du 01/04/1957 au 31/08/1961	62 ans
Du 01/09/1961 au 31/12/1961	62 ans et 3 mois
1962	62 ans et 6 mois
1963	62 ans et 9 mois
1964	63 ans
1965	63 ans et 3 mois
1966	63 ans et 6 mois
1967	63 ans et 9 mois
À partir de 1968	64 ans

Âge légal de départ en retraite pour les personnels relevant de la **catégorie active**

Année de naissance	Age légal de départ à la retraite
Du 01/04/1962 au 31/08/1966	57 ans
Du 01/09/1966 au 31/12/1966	57 ans et 3 mois
1967	57 ans et 6 mois
1968	57 ans et 9 mois
1969	58 ans
1970	58 ans et 3 mois
1971	58 ans et 6 mois
1972	58 ans et 9 mois
À partir de 1973	59 ans

➔ DEPART EN RETRAITE ANTICIPEE

Il est possible de partir en retraite avant l'âge légal en qualité de parent d'au moins 3 enfants, ou de parent d'un enfant âgé de plus d'un an atteint d'une invalidité égale ou supérieure à 80 %, ou pour carrière longue, ou au titre du handicap.



Retraite anticipée en qualité de parent d'au moins 3 enfants [\(annexe 1\)](#)

Si ce dispositif est désormais caduc, il demeure toutefois actif au bénéfice des personnels qui remplissaient les deux conditions suivantes avant le 01/01/2012 :

- interruption ou réduction d'activité pour chaque enfant,
- accomplissement de 15 années de services effectifs.



Retraite anticipée en qualité de parent d'un enfant âgé de plus d'un an, atteint d'une invalidité égale ou supérieure à 80 % [\(annexe 2\)](#)

Trois conditions à remplir :

- enfant de plus d'un an atteint d'une invalidité égale ou supérieure à 80 %,
- 15 ans de services effectifs,
- interruption ou réduction d'activité pendant une durée minimum.



Retraite anticipée au titre de la carrière longue

Deux conditions cumulatives à remplir :

► Avoir une durée minimale d'assurance avant 16, 18, 20 ou 21 ans

Nombre minimum de trimestres, tous régimes confondus, cotisés en début de carrière, quelle que soit votre année de naissance

Âge de départ à la retraite envisagé	Vous êtes né(e) entre janvier et septembre	Vous êtes né(e) entre octobre et décembre
À partir de 58 ans	5 trimestres à la fin de l'année des 16 ans	4 trimestres à la fin de l'année des 16 ans
À partir de 60 ans	5 trimestres à la fin de l'année des 18 ans	4 trimestres à la fin de l'année des 18 ans
À partir de 62 ans	5 trimestres à la fin de l'année des 20 ans	4 trimestres à la fin de l'année des 20 ans
À partir de 63 ans	5 trimestres à la fin de l'année des 21 ans	4 trimestres à la fin de l'année des 21 ans

► Totaliser un certain nombre de trimestres cotisés à compter de 58, 60, 62 ou 63 ans, selon la date de début de votre activité.

Nombre de trimestres cotisés requis par génération pour un départ anticipé au titre des carrières longues (nouvelles dispositions pour les pensions prenant effet à compter du 1er septembre 2023)

Date de naissance	Âge de départ	Début d'activité	Durée d'assurance requise
Né(e) entre le 1er janvier 1961 et le 31 août 1961	58 ans	avant 16 ans	168 trimestres
	60 ans	avant 20 ans	168 trimestres
Né(e) entre le 1er septembre 1961 et le 31 décembre 1962	58 ans	avant 16 ans	169 trimestres
	60 ans	avant 20 ans	169 trimestres
Né(e) entre le 1er janvier 1963 et le 31 août 1963	58 ans	avant 16 ans	170 trimestres
	60 ans	avant 20 ans	170 trimestres
Né(e) entre le 1er septembre 1963 et le 31 décembre 1963	58 ans	avant 16 ans	170 trimestres
	60 ans	avant 18 ans	170 trimestres
	60 ans et 3 mois	avant 20 ans	170 trimestres
Né(e) en 1964	58 ans	avant 16 ans	171 trimestres
	60 ans	avant 18 ans	171 trimestres
	60 ans et 6 mois	avant 20 ans	171 trimestres
Né(e) en 1965	58 ans	avant 16 ans	172 trimestres
	60 ans	avant 18 ans	172 trimestres
	60 ans et 9 mois	avant 20 ans	172 trimestres
	63 ans	avant 21 ans	172 trimestres
Né(e) en 1966	58 ans	avant 16 ans	172 trimestres
	60 ans	avant 18 ans	172 trimestres
	61 ans	avant 20 ans	172 trimestres
	63 ans	avant 21 ans	172 trimestres
Né(e) en 1967	58 ans	avant 16 ans	172 trimestres
	60 ans	avant 18 ans	172 trimestres
	61 ans et 3 mois	avant 20 ans	172 trimestres
	63 ans	avant 21 ans	172 trimestres
Né(e) en 1968	58 ans	avant 16 ans	172 trimestres
	60 ans	avant 18 ans	172 trimestres
	61 ans et 6 mois	avant 20 ans	172 trimestres
	63 ans	avant 21 ans	172 trimestres
Né(e) en 1969	58 ans	avant 16 ans	172 trimestres
	60 ans	avant 18 ans	172 trimestres
	61 ans et 9 mois	avant 20 ans	172 trimestres
	63 ans	avant 21 ans	172 trimestres
Né(e) à partir de 1970	58 ans	avant 16 ans	172 trimestres
	60 ans	avant 18 ans	172 trimestres
	62 ans	avant 20 ans	172 trimestres
	63 ans	avant 21 ans	172 trimestres



Retraite anticipée au titre du handicap (avec taux d'incapacité permanente au moins égal à 50%)

Si vous êtes atteint d'un handicap, vous pouvez prétendre à un départ anticipé **dès 55 ans** si vous remplissez les conditions suivantes :

Avoir un **nombre minimum de trimestres** d'assurance retraite **cotisés** (tous régimes de retraite confondus) et

- **soit** avoir exercé votre activité professionnelle, pendant cette période, en étant atteint d'une **incapacité permanente au moins égale à 50 %*** (ou, pour les périodes antérieures au 31 décembre 2015, avoir exercé votre activité professionnelle en étant reconnu travailleur handicapé - RQTH) ;
- **soit** avoir exercé votre activité professionnelle, pendant cette période, en étant en **situation de handicap comparable au taux d'incapacité permanente de 50 %**.

** Il vous appartient de produire à l'appui de votre demande de départ anticipé à la retraite les pièces justifiant de votre taux d'incapacité permanente. Il s'agit notamment de la carte d'invalidité, des décisions de la Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel, de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH), des décisions des services et organismes débiteurs des prestations familiales, des décisions des juridictions. Un certain nombre d'autres pièces peuvent également être produites. La liste exhaustive figure dans [l'arrêté du 24 juillet 2015 relatif à la liste des documents attestant le taux d'incapacité permanente défini à l'article D. 351-1-6 du code de la sécurité sociale](#).*

Il n'est pas nécessaire de justifier d'un taux d'incapacité permanente d'au moins 50% à la date de départ de la retraite. Si votre taux d'incapacité permanente a diminué en raison d'une amélioration de votre état de santé mais que vous remplissez la condition de durée d'assurance cotisée en étant atteint du handicap, vous pouvez prétendre à ce dispositif.

Sous réserve de remplir les conditions définies à l'article R 33 bis du Code des pensions civiles et militaires de retraite, une majoration de pension peut être accordée.

Tableau - Conditions de durée d'assurance à remplir pour partir en retraite anticipée au titre du handicap

Âge de départ en retraite	Année de naissance														
	De 1955 à 1957	De 1958 à 1960	Du 01/09/1961 au 31/08/1961	Du 01/09/1961 au 31/12/1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973 et suivants
55 ans	106	107	108	108	108	109	109	109	110	110	110	111	111	111	112
56 ans	96	97	98	98	98	99	99	99	100	100	100	101	101	101	102
57 ans	86	87	88	88	88	89	89	89	90	90	90	91	91	91	92
58 ans	76	77	78	78	78	79	79	79	80	80	80	81	81	81	82
de 59 ans à la veille de l'âge légal	66	67	68	68	68	69	69	69	70	70	70	71	71	71	72



Départ anticipé en retraite au titre de l'invalidité ([annexe 3](#))

Vous pouvez obtenir une pension, sans condition d'âge ni de durée de services, si vous êtes radié(e) des cadres pour invalidité. Cette radiation intervient dès que vous êtes dans l'impossibilité définitive et absolue de continuer vos fonctions. La pension civile d'invalidité est concédée sans décote.

Si l'invalidité constatée nécessite une aide permanente, la pension peut être assortie d'une majoration pour tierce personne (MTP).

ATTENTION : les demandes de retraite pour invalidité ne sont **pas à ce jour concernées par la procédure de retraite en ligne**. Un **dossier papier (appelé EPI 10)** est **fourni par le service de gestion des ressources humaines** (DPE, division du 1^{er} degré en DSDEN, DIPATE) où s'effectue le suivi des congés de maladie (congé de maladie d'une année entière, CLM, CLD).

► LIMITE D'ÂGE

La limite d'âge est l'âge au-delà duquel il n'est plus possible, en principe, d'exercer son activité. Cette limite d'âge est fixée à

- 67 ans pour les personnels qui relèvent de la catégorie sédentaire (tout emploi qui n'est pas classé en catégorie active est un emploi de catégorie sédentaire) ;
- 62 ans pour les personnels qui relèvent de la catégorie active ou qui en ont relevé, comme les ex instituteurs qui justifient de 15 à 17 ans de services en cette qualité (détail ci-dessous).

Les emplois relevant de la catégorie active sont classés par décret⁴. L'emploi d'instituteur est classé dans la catégorie active. Les instituteurs qui ont intégré le corps de professeur des écoles après 15 à 17 ans de services (détail ci-dessous) continuent de bénéficier du calcul appliqué à la catégorie active dans le cas d'un départ à la retraite avant 62 ans, ou s'ils ont opté pour la limite d'âge du corps des instituteurs dans le cas d'un départ après 62 ans pour les générations nées jusqu'en 1962 (il est inutile d'opter à partir de la génération 1963 pour laquelle la décote s'annule d'office à l'âge de 62 ans).

Année au cours de laquelle est atteinte la durée de services actifs de 15 ans <small>applicable avant l'entrée en vigueur de la loi n°2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites</small>	Durée des services actifs exigée <small>(II de l'article 35 de la loi n°2010-1330)</small>
Avant le 1er juillet 2011	15 ans
Entre le 1er juillet et le 31 décembre 2011	15 ans 4 mois
2012	15 ans 9 mois
2013	16 ans 2 mois
2014	16 ans 7 mois
A compter de 2015	17 ans

Article 6 du décret n° 2011-2103 du 30 décembre 2011 portant relèvement des bornes d'âge de la retraite des fonctionnaires

L'année qui précède la limite d'âge, chaque personnel concerné reçoit une information individualisée par le bureau DRAT1 par mail. Sont à cette occasion présentés les dispositifs de poursuite d'activité au-delà de la limite d'âge.

Sans démarche de votre part six mois avant d'avoir atteint votre limite d'âge, votre radiation des cadres sera actée d'office. Il vous appartiendra alors de solliciter votre pension dans l'ENSAP.

► DISPOSITIFS DE POURSUITE D'ACTIVITE AU-DELA DE LA LIMITE D'ÂGE (L556-1 à L556-10 du CGFP)

Il est possible, sous certaines conditions, de partir à la retraite au-delà de la limite d'âge. La demande de poursuite d'activité au-delà de la limite d'âge doit alors être transmise à votre employeur (bureau des retraites de l'académie) **au moins six mois avant la limite d'âge** (formulaire joint au courrier d'information, en solliciter la transmission si nécessaire). Les exceptions au départ à la retraite au-delà de la limite d'âge peuvent être classés en 4 grandes catégories :

► Le recul de la limite d'âge au titre des enfants

- Recul possible d'une année par enfant à charge au moment de l'atteinte de la limite d'âge dans la limite de 3 ans ;
- Recul possible d'une année lorsque pour le parent d'au moins trois enfants à l'âge de 50 ans.

► La prolongation d'activité pour carrière incomplète.

- Prolongation d'activité jusqu'à atteindre le taux de 75 % de pension de fonctionnaire, au plus tard après 10 trimestres de services supplémentaires (2.5 ans).

► Le maintien en fonction dit catégoriel (art. L.911-9 du code de l'éducation)

- Les seuls enseignants des 1^{er} et 2nd degrés ainsi que les personnels d'inspection peuvent rester en fonctions, à leur demande, jusqu'à la fin de l'année scolaire, soit jusqu'au 31 juillet de l'année scolaire concernée si les besoins du service d'enseignement le justifient.

► Le maintien en fonctions jusqu'à 70 ans

- Le maintien en fonctions jusqu'à 70 ans doit être sollicité avant l'atteinte de sa limite d'âge ou avant la fin d'une prolongation d'activité pour carrière incomplète. Ce maintien en fonctions peut être accordé ou refusé. Dans l'hypothèse d'un refus, celui-ci est alors motivé.

⁴ [Décret n° 54-832 du 13 août 1954](#) portant règlement d'administration publique pour la codification de lois et de règlements d'administration publique relatifs aux pensions civiles et militaires de retraite (annexe)

LA RETRAITE PROGRESSIVE

Il est possible de bénéficier d'une retraite progressive sous réserve de remplir les 3 conditions suivantes :



Conditions de la retraite progressive

La retraite progressive concerne la fin de carrière. Pour en bénéficier, vous devez remplir des conditions d'âge, de durée d'assurance et d'exercice exclusif des fonctions à temps partiel.

► condition d'âge

Vous devez être âgé d'au moins 60 ans.

► condition de durée d'assurance

Vous devez avoir validé au moins 150 trimestres de durée d'assurance tous régimes.

► condition de temps partiel

Vous devez exercer votre activité à temps partiel (entre 50 et 90 %), selon le dispositif de temps partiel de droit commun (temps partiel de droit ou sur autorisation).

Si vous n'exercez pas déjà votre activité à temps partiel, il vous appartient d'en faire la demande par la voie hiérarchique au moins 6 mois avant la date d'effet souhaitée.

L'employeur n'est pas tenu d'accorder le temps partiel demandé au motif que les conditions d'âge et de durée d'assurance sont remplies.

ATTENTION : Pour la majorité des personnels, des campagnes annuelles de temps partiel sont menées par l'académie (avec des dates limite de dépôt des demandes).

La demande de retraite progressive devient caduque en cas de refus de temps partiel.

Le temps partiel thérapeutique n'ouvre pas droit à la retraite progressive



Dépôt de la demande de retraite progressive

Votre demande de retraite progressive doit être déposée dans l'ENSAP

Dans la demande, vous devez préciser la date d'effet souhaitée de la retraite progressive compte tenu de la date à laquelle vous remplissez les conditions. Cette date d'effet souhaitée ne peut être antérieure à la date d'enregistrement de la demande.

ATTENTION : Vous devrez en parallèle de la démarche sur l'ensap informer les autres caisses de retraite auxquelles vous avez cotisé, et faire les démarches pour la même date de départ.



Délai d'instruction de la demande de retraite progressive

Le délai d'instruction par le SRE est fixé à 6 mois.

Il convient donc d'anticiper votre demande de retraite progressive en tenant compte de ce délai d'instruction.



Mise en paiement de la retraite progressive

L'octroi de la retraite progressive donnera lieu à l'émission d'un titre de pension partielle notifié via l'ENSAP. Le montant de la pension partielle servie équivaldra au montant de la pension affecté d'un coefficient égal à la quotité non travaillée (ex : pension partielle à 20% pour un temps partiel à 80%).

La pension partielle sera due à compter du premier jour du mois suivant la date à laquelle les conditions seront réunies. Elle sera payée mensuellement et à terme échu (fin du mois).



Modalités d'évolution de la retraite progressive

Tout changement de quotité de temps partiel entraînera une évolution de la quotité non travaillée et donc une évolution du coefficient de taux pour le calcul de la pension partielle.

Cette évolution ne donnera pas lieu à une nouvelle liquidation de la pension partielle.

L'évolution du taux ne donnera pas lieu à l'émission d'un nouveau titre de pension.

Dans l'hypothèse d'un changement de quotité de temps partiel pendant une période de retraite progressive, il vous appartient de **le signaler au bureau DRAT 1 par mail à l'adresse suivante : retraites@ac-rennes.fr**



Fin de la retraite progressive

Le dispositif n'est mobilisable qu'une seule fois : la reprise d'activité à temps plein y met fin définitivement.

Aucune date de retraite n'est imposée à l'agent qui bénéficie d'une retraite progressive. Le départ en retraite progressive n'engage pas à un départ en retraite à une date précise.

Pour plus de renseignements sur la retraite progressive, lire la foire aux questions à l'adresse suivante :

https://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/Actualite/2023/FAQ_RetraiteProgressive_DGAFP.pdf

Pour plus d'informations :

- sur le droit à retraite en général, vous pouvez consulter le site d'information des retraites de la fonction publique de l'Etat à l'adresse suivante :
<https://retraitesdeletat.gouv.fr/>
- sur la retraite des fonctionnaires de l'éducation nationale, vous pouvez une infographie à l'adresse suivante :
<https://www.education.gouv.fr/la-retraite-des-personnels-de-l-education-nationale-41489#edugouv-summary-item-0>

Je vous rappelle également qu'à deux ans de la retraite, vous pouvez bénéficier d'un accompagnement personnalisé du service des retraites de l'Etat (SRE) en appelant le **02 40 08 87 65**

Le SRE peut également être contacté via la **messagerie sécurisée de l'ensap** :

https://retraitesdeletat.gouv.fr/files/files/Actif/ENSAP_MESSAGERIE_SECURISEE.pdf

Enfin, pour la fiabilisation de votre dossier de dossier de carrière pour vos droits à retraite, vous n'hésitez pas à contacter

- le bureau des retraites (DRAT1) retraites@ac-rennes.fr

ou

- votre gestionnaire au bureau des retraites ([annexe 4](#))

Le bureau des retraites de l'académie (DRAT1) reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Pour la Rectrice et par délégation
Le Chef de la Division des Retraites
et des accidents du Travail

signé

Vincent BLIN

Lite des ANNEXES

[annexe 1](#) : retraite parent d'au moins 3 enfants

[annexe 2](#) : retraite parent d'enfant invalide

[annexe 3](#) : retraite pour invalidité

[annexe 4](#) : annuaire du bureau des retraites (DRAT1)